

Union Nationale

**1999 - 79^{ème}
Congrès de
l'UNEF**

***Solidaires
et conquérants !***

**Contribution
de l'AGE de Pau**

des Etudiants de France

Préambule

Dans quelques jours va se tenir le congrès de l'UNEF. Inutile de se cacher la vérité : notre organisation ne se porte pas bien. Certains diront que partout en France ou presque, nous nous sommes renforcés, que les dernières élections universitaires ont vu des avancées de l'UNEF, il n'en reste pas moins que l'UNEF n'est en rien le syndicat de masse que nous pensons nécessaire pour la défense des droits des étudiants.

Dans cette mesure, ne vous étonnez pas que les contributions apportées par l'UNEF Pau pour ce congrès concernent essentiellement la vie du syndicat.

Elles traitent donc des dissensions internes, des choix de rassemblement, des moyens pour une meilleure implantation de l'UNEF, de la trésorerie, etc.

En fin de texte, nous prenons le parti de définir notre vision de l'université, de ces fonctions, trame générale expliquant le fond de notre vision de la société et expliquant notre position syndicale.

Bonne lecture, en espérant que cette contribution soit entendue et permette une avancée du débat.

L'USEP UNEF

Groupuscule ?

Qu'est-ce que l'UNEF peut prétendre être aujourd'hui ?

Un syndicat de masse ? Une organisation représentative ? Un groupuscule ?

Poser la question est sans nul doute une provocation car doit-on s'en tenir à l'actuel sans prendre en compte les objectifs visés ?

D'autre part peut-on se mesurer sans se comparer aux autres organisations étudiantes ?

L'UNEF.ID ne va pas beaucoup mieux que nous, sa seule force en comparaison est de disposer d'une meilleure situation financière. Ce "le syndicat étudiant" (qui organise à peine 0.5 % des étudiants) n'existe qu'à grand renfort de publicité et ne fait concrètement pas grand chose. Il apparaît aussi comme un négociateur-magouilleur avec les ministères (l'apogée étant sa connivence passée avec Bayrou). Enfin, l'UNEF.ID se corporatise depuis quatre ans présentant des listes 'UNEF.ID et associations étudiantes tentant de manger le terrain de la FAGE.

Les corps de la FAGE ou de PDE présentent une meilleure santé apparente : il y a de l'argent avec les partenariats avec les entreprises, et des étudiants (40000). Toutefois ces étudiants là ne sont en rien organisés, la FAGE n'étant qu'une fédération fragile sans véritable orientation. Signe de notre époque de vulgarisation, elle prend de plus en plus de revendications histoire de manger le terrain des syndicats étudiants.

A Droite, cela va encore plus mal : l'UNI et le RE ne représentant que quelques dizaines d'étudiants en France; on ne s'en plaindra pas.

Enfin, il existe une multitude d'associations et de syndicats n'ayant aucune structure nationale (à Pau nous avons la défunte ASPIC, à Montpellier ils ont le SEUL).

La question des autres organisations est importante, surtout lorsqu'on parle de se rassembler (voir le chapitre du même titre).

Toujours est-il, bien que ce soit navrant pour le mouvement étudiant dans son ensemble, que l'UNEF n'a pas trop à rougir de sa faiblesse par rapport aux autres organisations nationales.

Il n'en reste pas moins que nous sommes une petite organisation, peu représentative de l'ensemble des étudiants. Pour autant, nous pouvons prétendre à devenir une organisation forte. Car nous avons de nombreux atouts. Avec l'UNEF, les bases d'une organisation de masse indépendante des pouvoirs politiques existe. Elle est qui-plus-est composée de militants honnêtes et dévoués. Le problème se ramène donc à des choix tactiques pour savoir comment se développer.

Rassemblement ?

Le mythe d'une grande UNEF a la peau dure. Sans cesse, on pleure sur les lauriers perdus,

on se fustige et on veut croire à une grande union. A Pau également ce mouvement a existé. Ainsi, les militants de sensibilité UNEF étaient adhérents de l'Unef.ID, faute de l'existence d'une organisation UNEF sur la fac. Il nous a été alors permis de juger de façon pratique une "réunification" locale. La suite est notre départ en moins de deux ans pour former l'UNEF. Confrontés aux pratiques et aux méthodes de l'UNEF.ID, une réunification se voit impossible.

Et un travail commun ? Là encore, nous avons essayé. Cela se révèle encore impossible. La base de tout travail en commun est la confiance et l'honnêteté de part et d'autre. Ors, elle n'existe que dans les mots, pas dans les actes.

Peut-on travailler avec des démagogues ?

Nous avons également tenté des actions communes avec des corpos. L'échec est là encore au rendez-vous.

C'est par expérience que nous rejetons toute idée de rassemblement avec la FAGE et l'Unef.ID.

De plus, comme il a été dit précédemment, ces organisations n'ont même pas une force permettant de gagner des combats nécessaires.

Se rassembler est surtout nécessaire au sein même de l'UNEF autour d'un vrai projet syndical.

Nous disons à tous les membres de l'UNEF : mettons les cartes sur la table, discutons franchement, et jouons le jeu de l'UNEF de manière ouverte et démocratique.

Enfin, reste la question du rassemblement avec le reste des mouvements sociaux. Pour nous, le lien avec le monde des travailleurs, des précaires et des chômeurs est vital et doit être plus fort. Nous disons même formalisé.

Les copainings !

Lors du précédent congrès, l'abandon de la notion de syndicalisme de

transformation sociale héritée de la charte de Grenoble a été voté. L'UNEF Pau pense qu'il est impératif de rétablir ce principe

En effet, nous considérons que l'UNEF assure la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants pour tendre vers une égalité des chances et une justice sociale, véritable condition de l'intégration de l'étudiant dans la société.

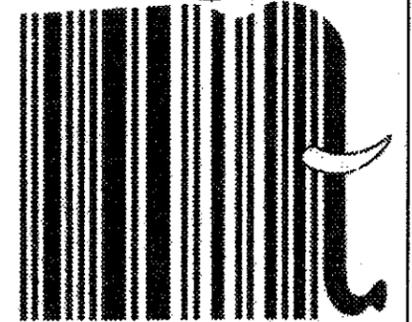
En ce sens l'UNEF est porteuse d'un véritable projet social.

Ce projet syndical et social est incompatible avec une orientation corporatiste. Aussi nous pensons que "la réunion par filière des militants" proposé entre autre dans le journal des assos présente des incohérences et des dangers.

En effet, ce type de fonctionnement fragmente les problèmes de façon corporatiste. Par ailleurs ce mode de fonctionnement annihile tout esprit de solidarité.

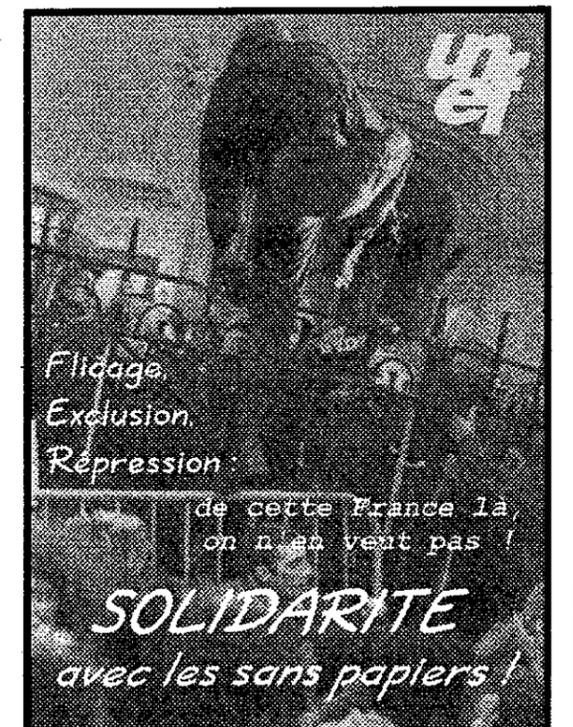
Un travail de filière n'est valable dans notre optique que s'il est rattaché à une lutte globale.

Allégre !



1003413000566149

Le 'mammoth' n'est pas à vendre !



Orga

L'UNEF fonctionne mal. Après trois ans d'existence voila la conclusion à laquelle arrive

l'UNEF Pau. Aucun de nos suivis n'a jamais été très présent et efficace (alors que la création spontanée d'une nouvelle AGE n'est un événement ni négligeable ni tellement répandu que l'on ne s'y intéresse pas). De plus nombre de fois les messages donnés au BN sont restés lettre morte. Pire, le BN appelle parfois trois fois pour la même raison.

Et qu'en est-il du Nouveau Campus ?

Pourquoi la proposition de Pau (un 4 ou 8 page A4 régulier envoyé à un seul exemplaire que nous photocopions et diffusons, en rajoutant le cas échéant des pages locales et des pubs) n'a pas été acceptée ?

Nous l'avons déjà dit, l'UNEF ne semble plus pouvoir se permettre une presse régulière trop chère à éditer et difficile à vendre. Nous devons en revanche avoir une presse nationale. Elle est un atout considérable pour notre syndicat. Notre proposition permet d'y arriver sans engager de frais lourds pour l'union nationale.

Dans l'optique ou le Nouveau Campus pourrait un jour ressortir régulièrement pourquoi ne pas faire ce journal sous un autre titre (ex. "le lien syndical") ?

Enfin, nous pensons que l'UNEF doit entrer de plein-pied dans la communication par internet entre les différentes AGE et avec l'union nationale. A terme, il nous semble que "la vie des assos", "la lettre des élus" peuvent, pour une grande partie des AGE, n'être plus distribuées que par ce biais. Cette solution comporte des risques mais pourrait être expérimentée avec des AGE volontaires. L'objectif d'une telle pratique est double : multiplier les liens inter-AGE (échange de matériel local) et économies au niveau du national.

Trésorerie

A la vue des problèmes d'orga, une solution s'impose : trouver les fonds nécessaires à notre

développement. Les solutions ne sont pas légions. Pire encore, il existe un cycle vicieux tant au niveau local que national. Ne pas avoir des fonds suffisants c'est se restreindre sur le nombre et le type d'actions. Ne pas faire d'actions, c'est le moyen le plus sûr de voir une baisse des revenus (adhésions, subventions de fonctionnement, subventions exceptionnelles, etc.). De plus le manque de moyens met en péril les AGE : la moindre erreur, le moindre échec peut nous faire mettre la clef sous la porte

Chaque AGE doit régler ses problèmes elle même. En revanche, il nous semble clair que la plupart d'entre elles ne sont pas en mesure d'aider l'union nationale (proposition des prélèvements mensuels) alors qu'elles doivent déjà financer leurs activités et les contacts avec l'Union Nationale.

Afin de sortir de l'impasse nous proposons le lancement d'une grande campagne de souscription. Cette dernière doit prendre la forme d'un appel public à souscripteurs. Les vecteurs de la souscription doivent être la presse (quotidiens, hebdomadaires, tant locaux que régionaux), le mailling (l'UNEF possède localement et nationalement d'importants fichiers d'anciens adhérents), et les réseaux (associations, syndicats de salariés, etc.). Enfin, la souscription ne doit pas seulement s'adresser aux personnes physiques : association loi 1901, nous pouvons solliciter les collectivités, etc.

L'organisation d'une telle action demande énormément de temps, d'énergie et de moyens. Tout le matériel doit être parfaitement pensé et percutant. Elle demandera l'investissement de tous. Si elle est bien menée, il nous semble qu'elle peut à elle seule sortir l'UNEF de l'impasse. Un objectif de 20000 souscripteurs nous semble réalisable, ce qui pourrait correspondre à une somme comprise entre 2 et 5 millions.

C'est ambitieux, mais c'est nécessaire.

Quand mener cette action ?

La question est d'importance car il nous faut le temps de l'organiser, de l'effectuer et d'en avoir les retombées.

Le lancement en septembre, pour un déroulement jusqu'en décembre nous paraît souhaitable. Cet été peut être le temps de préparation nécessaire. Qui plus est nous pourront nous appuyer sur nos actions de cette période pour appuyer notre demande (libre inscription, CAPES, etc.).

Reste à définir comment cet argent sera investi : nous recommandons une gestion prudente car une telle action ne saurait se répéter trop souvent. Nous voulons au contraire y donner un caractère exceptionnel, montrer qu'il ne nous manque que peu de chose pour repartir sur de bonnes bases.

Pour nous, la décision du lancement de cette souscription et l'élaboration de premières maquettes du matériel doivent être menées lors du congrès.

L'enseignement supérieur

A/ Des nouvelles exigences patronales...

La massification de l'Enseignement Supérieur est - et restera - l'élément marquant des quinze dernières années. Certes, celle-ci ne date pas des années Mitterrand, mais cette augmentation du nombre des étudiants se poursuit depuis 1985 à un rythme plus soutenu encore que dans les années 60.

Pour autant, l'élargissement de l'Enseignement Supérieur aux couches moyennes et défavorisées de la société ne saurait faire oublier les inégalités d'accès aux formations post-bac comme la répartition sociale ment conditionnée entre les filières. Il serait donc bien rapide d'en conclure que la démocratisation du Supérieur est en marche. Ainsi représentant plus du tiers des jeunes en âge d'accéder à l'Université, les enfants d'ouvriers n'y forment que 15 %, des effectifs (7 % en 1960). Cette sous-représentation se combine avec une sur-représentation dans les cursus les plus courts et les plus professionnalisés : les étudiants issus de classes défavorisées représentent en effet 18 % des effectifs de Premier Cycle, mais 9 % de ceux de Troisième Cycle. En revanche, plus de 30 % des inscrits en IUT et plus de 20 % des inscrits en STS proviennent de milieux défavorisés, alors qu'on les cherche toujours dans les grandes écoles !

Pour nous, prétendre aujourd'hui que la démocratisation est en marche révèle donc une mauvaise lecture des statistiques. Plus fondamentalement, cela dénote une totale erreur de perspective.

L'évolution du nombre d'étudiants n'est pas le fait du hasard. La volonté affirmée des ministres successifs d'amener 80 % de l'équivalent d'une classe au niveau du bac a certes eu un effet d'entraînement. Mais la politique incitative de l'Etat ne doit pas masquer les deux causes essentielles de la massification étudiante et de l'allongement de la scolarisation. La première, économique, est la demande croissante du patronat en formation post-bac courte et professionnalisée. Ainsi, le total des diplômes délivrés par les IUT et les STS a rejoint en 1987 le nombre de DEUG. La seconde, sociale, est la conséquence de la pression exercée par le chômage sur la jeunesse : le marché du travail est en effet plus facilement accessible aux diplômés de l'enseignement supérieur.

Ainsi, en 1992, 93 % des nouveaux bacheliers ont poursuivi des études.

La tendance à l'allongement des études n'est donc pas une donnée conjoncturelle, mais correspond aux nouveaux besoins en main d'oeuvre du système capitaliste. Et non ! Ce n'est pas l'humanisme désintéressé du PS qui a motivé la politique plus large d'accès à l'enseignement supérieur.

La politique du ministère est toujours celle du patronat ! Le rôle du Supérieur est d'assurer à la classe dominante la reproduction de ses élites, essentiellement à travers les grandes écoles et, depuis le début des années 60, de répondre aux besoins de main d'oeuvre qualifiée. La création des IUP répond à ce souci de mise en conformité de l'offre de formation aux demandes patronales et ce dans l'enceinte universitaire même. La volonté ouvertement affichée aujourd'hui par Allègre est dans la même file de pensée. Ainsi, le supérieur devrait offrir au patronat une main d'oeuvre formée aux techniques de pointe, tout en l'assurant de coûts salariaux très bas.

Pour autant tout n'est pas résolu. Les objectifs que se sont fixés les patrons entrent en contradiction avec ce que font les étudiants qui s'inscrivent majoritairement dans les filières longues, dont les taux d'échecs sont énormes. Dès lors, pourquoi l'Etat et le patronat paieraient-ils ? Toute contradiction appelant sa résolution, des solutions existent et des attaques contre les acquis étudiants se préparent avec la réforme Allègre. C'est au syndicat de bien cerner les enjeux des temps à venir pour préparer dans les meilleures conditions possibles notre riposte.

B/ ... aux nécessaires mutations du Supérieur

Les réformes entreprises jusqu'alors répondent à une double nécessité: assurer le financement de l'Enseignement Supérieur de masse tout en assurant une gestion des flux dirigée prioritairement vers des filières professionnalisées. La manière utilisée traduit très nettement les enjeux actuels et préfigure les futures évolutions d'ensemble.

Le désengagement étatique est grand depuis les dernières décennies. La multiplication des crédits de l'Education Nationale n'est pas en effet allée de paire avec la massification estudiantine, L'Etat s'est ainsi enfermé dans une contradiction insurmontable. Comment satisfaire ces demandes de formation, qui appellent un réengagement financier considérable, quand les pressions de l'austérité budgétaire imposée par le capitalisme obligent à la gestion de la pénurie ? Comment satisfaire encore les étudiants assoiffés de savoir quand la loi de la valeur impose d'investir prioritairement dans des formations directement liées aux exigences patronales, plutôt que, d'une manière désintéressée, de tenir compte des aspirations personnelles de la jeunesse ?

Ici comme ailleurs, c'est la loi du profit qui détermine tout. La formation n'est pas autre chose qu'une simple marchandise dont les coûts doivent être minimisés, et l'investissement consenti toujours mesuré à l'aune des profits escomptés.

Coincé entre la pression patronale et les attentes en formation des jeunes, les gouvernements ont bien entendu pris quelques initiatives. Ainsi, de 1989 à 1993, le budget de l'Education Nationale a augmenté de 83,4 milliards de francs avant que l'« effort » ne soit coupé après mars 93 et l'arrivée de la droite aux affaires.

Aujourd'hui dans ses projets (PSE, harmonisation européenne) quelques miettes sont prévues pour les étudiants : un peu d'aide sociale en plus, quelques locaux supplémentaires

A ceci se rajoute évidemment des cadeaux aux organisations qui le soutiennent comme la présidence des C.R.O.U.S. Ces cadeaux amènent à terme la disparition des syndicats combattifs au profit d'une organisation purement cogestionnaire et hégémonique.

Mais, incapable d'assurer à lui seul le réengagement financier dans l'Enseignement Supérieur, l'Etat a inévitablement tenté de surmonter la contradiction massification/désengagement financier par la recherche de nouveaux partenaires

La loi de décentralisation de 1983, transférant les compétences en matière de création et d'entretien des lycées aux régions était un précédent. C'est tout naturellement que l'Etat s'est tourné vers les collectivités territoriales. Le Plan Université 2000 est le cadre de cette politique de régionalisation, la contractualisation étant le moyen d'offrir une autonomie renforcée aux universités et à travers elles, une marge plus grande à ses partenaires que sont les régions et les patrons ! Certes, les avantages de cette politique se sont vite fait sentir pour l'Etat. Mais ses limites aussi : pour les étudiants, mais pas seulement.

Pour le pouvoir politique régional, former une main d'oeuvre qualifiée répondant aux besoins des entreprises est un atout de taille pour insérer socialement les jeunes, dans une conjoncture difficile marquée par un fort taux de chômage des moins de 25 ans. On peut donc être sûr que les collectivités se féliciteront d'autant plus que l'Etat leur transmettra de nouvelles compétences, tout en leur laissant une grande latitude d'action. Mais est-il besoin de payer pour cela ?

Pour l'entreprise, un vivier de jeunes bien formés, couplé aux possibilités de recherche qu'offre l'université sont autant d'éléments qui poussent - et pousseront - les entreprises dans la bagarre éducative. La preuve en a été apportée par le documentaire "cartable Big Brother". Mais payer la formation n'a-t-elle pas toujours été une des tâches étatiques ?

Au total l'apport en financement des entreprises et des collectivités se monte à 13% du budget du Supérieur, mais à plus de 50% des ressources propres des universités. Mais si Université 2000, par exemple, est financée à parts égales entre régions et Etat la tendance n'est pas à une rapide augmentation des fonds investis par les régions et le patronat. Pour eux il est plus profitable d'utiliser des compétences qu'ils n'auront pas contribué à financer.

Le désengagement étatique, couplé à l'absence de relais financier des collectivités territoriales et des entreprises, appelle donc inévitablement un réengagement financier...des étudiants. En instaurant des prêts sociaux (avec l'assentiment de l'UNEF ID !), le Plan Social Etudiant de Jospin en 1991 avait ouvert une brèche.

Allègre continue dans la même voie en amenant à terme la fin des financements pour les études non professionnalisées, non intéressante directement pour les patrons. Il ne saurait être plus clair : responsabiliser les étudiants par une pression financière effectuée sur les familles, pour mieux orienter les nouveaux bacheliers vers des formations courtes et en lien avec l'offre d'emploi. Quand il s'agit de rembourser, on prête plus d'attention aux débouchés professionnels, et on travaille d'autant plus qu'un échec appelle surrendettement...

La logique est implacable. Les inscriptions en psycho ou en socio qui ont connu des explosions imprévues et jugées irrationnelles, devraient connaître une forte décrue. D'autant que le choix du 3/5 ou 8, en rallongeant la durée du premier diplôme dissuadera fortement les étudiants de s'y inscrire.

C/ Préparer la mobilisation de masse

Gérer les flux par la contrainte financière, telle est la volonté du pouvoir actuel qui était aussi celle du précédent. Le libre accès au savoir du plus grand nombre, l'égalité des moyens pour tous, tout cela n'effleure pas un instant leur esprit !

Des solutions doivent impérativement être mises en place. N'oublions pas que pour nos gouvernants, une explosion des universités serait un risque énorme. Aussi se convainquent-ils d'agir. Agir vite, agit fort pour régler le problème, ou bien continuer à développer une politique par petites touches successives ? C'est une affaire de méthode, elle ne touche pas au fond, à la nature des attaques qui se déroulent pour confirmer les réformes déjà entreprises.

Penser que la réponse aux défis de l'Enseignement de masse se trouve dans le développement des prêts et de la professionnalisation des cursus est pourtant totalement illusoire. L'échec en DEUG n'est pas le fait d'une quelconque absence de responsabilisation des étudiants. Elle est autant à rechercher dans le nombre pléthorique d'étudiants salariés, dans l'absence de places en nombre suffisant dans les amphis et bibliothèques, dans le sous-encadrement généralisé que dans le manque criant d'information. Le chômage des jeunes diplômés quant à lui ne s'explique pas par l'inadaptation des formations enseignées dans nos universités. Les sources du chômage se trouvent bien plus dans le fonctionnement du système économique dominant, en crise continue depuis les années 70.

Sans attendre, l'UNEF doit donc militer pour que la jeunesse construise un rapport de force pour venir à bout de la politique de sélection et d'exclusion sociale, non en l'invitant à remettre son sort entre les mains d'un quelconque gouvernement, mais par une lutte déterminée aux côtés des travailleurs et de leurs organisations, des précaires et des familles.

Le récent échec des mobilisations étudiantes contre Allègre provient de l'absence d'une organisation bien décidée à défendre nos études. L'UNEF a raté l'opportunité de prendre la tête de la lutte étudiante. Il n'est pas trop tard !

Programme syndical

L'orientation syndicale que nous portons n'est pas une série d'aménagements mineurs

digne de technocrates à négocier au cas par cas avec le ministère assortie de déclarations ronflantes pour une allocation d'étude. D'autres savent le faire dans le syndicat gnanan.

C'est sans toutefois dédaigner les revendications immédiates proches des étudiants que nous devons agir pour un vrai service public d'enseignement, de qualité et ouvert à tous. Plutôt que de longs discours, nous donnons ici les différents mots d'ordre de notre action syndicale.

A/ Contre toute forme de sélection

- contre la sélection par l'argent (droits d'inscription, etc.)
- contre la sélection universitaire (numerus clausus, quotas, etc.)
- contre la sélection sociale (géographique, nationale, etc.)

B/ Pour une véritable aide sociale

- contre toute forme de financement par des prêts
- pour un dispositif d'aide sociale englobant tous les besoins de l'étudiant
- garantir les droits élémentaires pour tous ! (logement, alimentaires, etc.)
- Pour un plan de construction de RU et la parité Etat/Etudiants
- pour une politique de transports en communs
- défendre la sécurité sociale étudiante

C/ L'organisation des études

- libre inscription dans la filière de son choix
- maintien du cadre national des diplômes
- favoriser la mobilité étudiante (bourses d'études à l'étranger, etc.)
- contre la régionalisation
- pour la pluridisciplinarité au centre d'une réforme des études, contre la professionnalisation

D/ Le droit à l'emploi pour tous

- régler les stages
- contre la précarité de l'emploi
- diminuer le temps de travail en restant vigilant sur l'application

E/ Contre les discriminations

- non au racisme d'Etat
- une lutte résolue contre l'extrême droite
- pour l'égalité effective homme femme
- contre l'homophobie

A la base de ce programme : réengagement massif de l'Etat dans l'enseignement !